

**Caisse de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs  
du bassin du Centre**



**Inventaire**

**2008**

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>La Caisse de Prévoyance du Centre (CPC)</b>	<b>4</b>
<b>Le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs (FNROM)</b>	<b>7</b>
<b>Inventaire</b>	<b>8</b>
<b>Généralités</b>	<b>9</b>
<b>Les organes internes</b>	<b>10</b>
<b>Registres</b>	<b>12</b>
<b>Versements effectués par les sociétés affiliées</b>	<b>13</b>
S.A. des Charbonnages de Ressaix, Leval, Péronnes, Sainte-Aldegonde et Genck, à Ressaix	13
Société Civile des Charbonnages du Bois-du-Luc, à Houdeng-Aimeries	14
S.A. des Charbonnages de La Louvière et Sars-Longchamps, à Saint-Vaast	16
S.A. des Charbonnages de Maurage, à Maurage	16
Société Nouvelle des Charbonnages du Levant de Mons, à Estinnes-au-Val	17
S.A. des Charbonnages de Mariemont-Bascoup, à Morlanwelz	17
S.A. des Charbonnages de Bray, à Ougrée	19
S.A. des Charbonnages, Hauts-Fourneaux et Usines de Strépy-Braquegnies, à Strépy	19
S.A. des Houillères d'Anderlues, à Anderlues	20
S.A. des Charbonnages du Centre, à Ressaix	22
Caisses de prévoyance non identifiées	22

## **Introduction**

## La Caisse de Prévoyance du Centre (CPC)

Au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, vers 1850, il existait déjà en Belgique un certain nombre d'organismes portant des dénominations diverses et destinés à venir au secours d'ouvriers malades, victimes d'accidents, etc. Parmi ces organismes, il faut signaler les Caisses de Prévoyance en faveur des ouvriers mineurs qui avaient été créées, ou tout au moins approuvées par les arrêtés royaux. Il existait 6 CP régionales dites, selon (B.S.),CHLEPNER<sup>1</sup>, Caisses communes de prévoyance, qui intervenaient, en cas de risque majeur, pour accorder des pensions viagères aux invalides, aux veuves des ouvriers victimes d'accidents du travail, des pensions temporaires aux orphelins, etc... et qui étaient établies à côté des caisses particulières de secours en faveur des malades et des blessés de chaque charbonnage<sup>2</sup>. Jusqu'à la création des CP mais surtout jusqu'à la création des CCA par la loi du 24-12-1903.

En effet, en 1838, il y eut le drame du charbonnage de Seraing. Profitant de l'émotion ressentie dans le public, Auguste VISSCHERS<sup>3</sup>, directeur de l'Administration des Mines<sup>4</sup>, qui, sa vie durant, allait se révéler un apôtre de la justice sociale, attira l'attention générale en soulignant ce que les pays voisins avaient accompli en faveur des ouvriers mineurs. Il fit adopter par le gouvernement, en 1839, un projet de statuts d'association régionale libre des exploitants et des ouvriers, qui aurait pour mission d'assurer les secours aux ouvriers blessés ou infirmes, des pensions à ceux d'entre eux qui seraient mutilés par suite d'accidents du travail et des pensions aux parents directs de ceux qui décèderaient de leurs blessures. En outre, ce projet consacrait l'existence des caisses de secours particulières des charbonnages.

---

<sup>1</sup> CHLEPNER (B.S.), *100 ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1972, pp.43-44. (Institut de Sociologie. Etudes d'histoire politique, économique et sociale. Editions de l'ULB.)

<sup>2</sup> *Ibidem*, p.50 ; ROLIN (H.), *Les institutions ouvrières des charbonnages de Mariemont et de Bascoup*, (1903), p.169.

<sup>3</sup> VISSCHERS Guillaume-Joseph-Auguste:(Maestricht 1804-Bruxelles 1874) : Avocat, membre du Conseil des Mines, directeur de l'Administration des Mines, Chevalier de l'Ordre de Léopold (1841) puis Officier en 1852 pour sa coopération active à la création des CP en faveur des ouvriers mineurs. Cf. PUISSANT (J.), *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Bruxelles, 1982, p.152. n.6 (Académie Royale de Belgique, Mémoire de la Classe des Lettres, coll.in 8°, t.LXV, fasc.5 et dernier)

<sup>4</sup> Administration des Mines: organisme officiel et public, elle relève du Ministère des Affaires Economiques. Sa mission consiste essentiellement dans l'élaboration des lois et règlements concernant les mines ainsi que dans la surveillance de leur exécution. Du point de vue de l'élaboration des lois, elle procède par voies de projets de lois et d'arrêtés, de règlements et de circulaires. Du point de vue de la surveillance et de l'exécution de la législation, elle dispose d'un corps d'ingénieurs d'élite dont une partie est plus particulièrement affectée à la surveillance et à la visite périodique des installations de charbonnages. Leur mission consiste donc à exercer au nom de l'Etat, le contrôle de l'application des lois et règlements. Ils ont le droit de dresser des PV en cas d'infractions et de déférer les contrevenants à la justice. Ces ingénieurs sont assistés dans leur mission par des Délégués ouvriers à l'Administration des Mines faisant partie de celle-ci mais nommés sur présentation par les syndicats ouvriers depuis 1897.Les pouvoirs de ces délégués sont très étendus allant depuis 1955, jusqu'au droit d'imposer l'arrêt temporaire de l'exploitation. Cf. *L'industrie charbonnière belge*, FEDECHAR, octobre 1959, p.121; *Cent ans de droit social en Belgique 1886/1887-1986/1987*, publication éditée à l'occasion de l'exposition "le Social c'est vous" organisée au siège de la direction régionale de Bruxelles de la CGER du 10 au 23-9-1987 par le Ministère de l'Emploi et du Travail et le Ministère de la Prévoyance sociale, en collaboration avec la CGER, Bruxelles, 1987, p.31.Sur les archives de l'Administration des Mines, voir CAULIER-MATHY (N.), *Les archives de l'Administration des Mines*, extr. de *Histoire économique de la Belgique. Traitement des sources et état des questions*, actes du colloque de Bruxelles 17-19 novembre 1971 (Ière-IVème sections), tiré-

Mandaté par le gouvernement belge, ce haut fonctionnaire se rendit dans les divers bassins miniers pour défendre devant les assemblées des exploitants de ces bassins le projet en question. Ses efforts furent couronnés de succès et des CP furent instituées dans tout le pays entre 1839 et 1844 et leurs statuts approuvés par arrêtés royaux. Ce fut Liège qui amorça le mouvement (24-6-1839), puis furent créées des Caisses à Namur (1-12-1839), à Charleroi (31-12-1840), au Centre (30-9-1841)<sup>5</sup> et enfin pour les ardoisiers dans le Luxembourg (27-1-1844)<sup>6</sup>.

Le système de prévoyance, principalement financé par les travailleurs et les employeurs, ainsi que par les pouvoirs publics et la charité publique, restait toutefois libre quant à l'affiliation non seulement des exploitants mais aussi des travailleurs. Ce système permettait d'accorder des prestations viagères ou temporaires aux vieux ouvriers ou mutilés ainsi qu'aux veuves et descendants des ouvriers victimes d'un accident du travail. Les sentiments généreux qui avaient inspiré ce système d'assurance ne pouvait cependant remédier à sa précarité. En vertu de leurs statuts, les CP ne pouvaient fonctionner plus de 5 ans et devaient entrer en liquidation à l'expiration de chaque période quinquennale. Le législateur remédia à cet inconvénient en 1868 en donnant à ces CP le statut d'établissement d'utilité publique, sans toutefois rendre l'assurance obligatoire. Proposée dès 1850 mais repoussée un peu partout sauf à Liège au nom de la liberté, celle-ci ne vit le jour que bien plus tard en 1911<sup>7</sup>.

Dès 1903, on avait pensé faire des CP les organismes d'exécution de la loi du 24-12-1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail<sup>8</sup>. Mais, les CP préférèrent renoncer à cette mission qui avait pourtant été spécifiquement la leur depuis leur fondation. Le service de l'indemnisation des accidents de la mine devint, en fait, le privilège presque exclusif des CCA régies conformément au droit commun<sup>9</sup>.

En ce qui concerne l'évolution administrative des CP en faveur des ouvriers mineurs, la loi du 20-8-1920 créa un fonds commun dénommé FNROM première mouture dont l'administration fut confiée à une Commission consultative permanente des CP. Ce fonds fut appelé à seconder les CP en absorbant les excédents des recettes des Caisses en boni pour les diriger vers les Caisses déficitaires et maintenir les avantages acquis par les ouvriers des charbonnages abandonnés. La loi du 30-12-1924 remplaça l'organisation pluraliste et régionaliste par une organisation unitaire. Un FNROM nouveau fut créé absorbant toutes les institutions préexistantes et où l'intervention de l'Etat devint plus importante.

---

à-part, pp.171-193.

<sup>5</sup> le 16-9-1841 à Fayt-les-Seneffe: selon ROLIN (H.), *op.cit.*, p.55.

<sup>6</sup> FNROM, RA imprimé, Bruxelles,1979, pp.10-11.

<sup>7</sup> sur la loi du 5-6-1911 rendant l'assurance-pension obligatoire pour les ouvriers mineurs: voir CHLEPNER (B.S.), *op.cit.*, pp.138-139; DELFORGE (P.), Modifications et compléments aux lois des 21-4-1810 et 2-5-1837 sur les mines en Belgique: la loi du 5-6-1911 *in* Les lois de 1791 et 1810 régissant les concessions de mines en Belgique: journée d'études organisée à l'occasion du bicentenaire de ces lois fondatrices tenue à Mons en octobre 1991, Mons,1993, pp.59-73.

<sup>8</sup> POINT (J.L.), L'élaboration de la loi du 24-12-1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, mémoire inédit en histoire, UCL, 1980, 1 vol.

Dépersonnalisées, les CP furent cependant maintenues pour des raisons de facilité et par respect d'une tradition fondée sur une psychologie commune aux employeurs et aux travailleurs, servant ainsi de sections locales ou régionales du FNROM dans les différents bassins miniers jusqu'à notre époque<sup>10</sup>.

En ce qui concerne la CPC, celle-ci fut fondée en 1841<sup>11</sup> dans le but "*de fournir des secours et des pensions aux ouvriers blessés dans un accident et aux familles des ouvriers tués et non payés, des pensions aux vieux ouvriers ou devenus invalides avant l'âge, indépendamment de tout accident minier, par exemple à la suite d'une maladie. Car, au 19ème siècle, il n'existait pas d'institution régulière dans le Bassin du Centre pour subvenir aux besoins des ouvriers vieux ou invalides*"<sup>12</sup>.

Pour les employés des charbonnages du Centre, d'une part les porions, les gailletteurs et les chefs de brigade et d'autre part, les chefs machinistes, dès 1868 pour les premiers et dès 1883 pour les seconds, des pensions avaient été créées aux charbonnages de Mariemont et de Bascoup<sup>13</sup>.

Au 20ème siècle, la CPC a connu la même évolution générale que celle de ses consœurs des autres bassins miniers en devenant elle aussi une antenne locale du FNROM après la Première Guerre Mondiale et en abandonnant, au profit de la CCA du Bassin du Centre, ses compétences de caisse de paiement des rentes ou des allocations aux malades et aux accidentés du travail dans les mines de la région du Centre.

Avant 1914, il y eut deux figures remarquables à la tête de la CPC: Lucien GUINOTTE<sup>14</sup>, Administrateur-Directeur Gérant des Charbonnages de Mariemont et de Bascoup, et Edmond PENY, Ingénieur et Chef de la Division des Transports et des Constructions aux Charbonnages de Mariemont et de Bascoup mais aussi Secrétaire Général et membre de la Commission Administrative de la CPC<sup>15</sup>.

Comme celle des autres CP en faveur des ouvriers mineurs, l'administration de la CPC fut confiée à une Commission Administrative composée de représentants des employeurs et des travailleurs, siégeant sous la présidence du Gouverneur de province ou du Commissaire d'Arrondissement et en présence de l'Ingénieur en Chef du Corps des Mines.

Chaque année, un rapport devait être adressé à l'Administration Centrale des Mines et au

---

<sup>9</sup> FNROM ,p.11.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p.12.

<sup>11</sup> ROLIN (H.), *op.cit.*, pp.55 et 68-81.

<sup>12</sup> *Ibidem*, pp.69-70

<sup>13</sup> *Ibidem*, pp.57 et 147.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p.46 (photo)

<sup>15</sup> *Ibidem*, p.41 (photo) et pp.148-150: il a publié notamment: PENY (E.), L'assurance ouvrière dans les mines et la réorganisation des CP en faveur des ouvriers mineurs,1 vol, in 8°, Bruxelles, 1891, 60p. ; *IDEM*, Une expérience en cours pour les pensions des vieux houilleurs: résultats de 1889 à la CP des ouvriers mineurs du Centre, Morlanwelz,1891; *IDEM*, La retraite ouvrière aux charbonnages du Centre: l'expérience des 10 premières années, extr. RUM, 1900, p.276.

Procureur du Roi<sup>16</sup>.

De plus, dans les archives de la CPC déposées à SAICOM, nous avons retrouvé la trace d'un autre organe probablement interne à l'institution elle-même : il s'agit de l'AG des exploitants.

La CPC a entretenu des relations plus ou moins suivies avec les organismes suivants : le FNROM, la Conférence des Présidents et des Directeurs des CP, la CCA du Bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre.

En tant que formateur d'archives, la CPC a elle-même établi des dossiers de documentation d'origine diverse ou des dossiers constitués sur des sujets divers tels que: la loi du 5-6-1911 sur les pensions des ouvriers mineurs (législation, révisions, applications), la loi du 26-5-1914 sur la notion d'incapacité de travail (idem), la loi du 24-12-1903 sur les réparations des dommages résultant des accidents du travail (idem), les subventions de l'Etat à la CPC, la jurisprudence et les décisions ministérielles, les accidents du travail (prévention, statistiques, coût,..)

### **Le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs (FNROM)**

Outre ce qui a été dit précédemment, on ne peut s'empêcher de reprendre ces quelques lignes datant d'octobre 1959 : *"Organisme officiel, le FNROM est l'équivalent pour les mines de ce qu'est l'ONSS pour l'ensemble de l'industrie. Il reçoit des cotisations de sécurité sociale des employeurs et des travailleurs de l'industrie charbonnière, en assure la ventilation aux Fonds du chômage, de maladie-invalidité et d'allocations familiales. Il est l'organisme d'exécution de la législation de sécurité sociale en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité, de vacances annuelles et de congés supplémentaires des ouvriers du fond. Il possède dans chaque bassin minier un organisme régional dénommé CP"*<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> Cf. FNROM

<sup>17</sup> L'industrie..., p.124; Cent ans de droit social..., pp.156-157.

## **Inventaire**



## **Généralités**

- statuts

1. CP en faveur des ouvriers mineurs du Centre: Loi du 5-6-1911: Loi du 8-8-1920 et loi du 26-5-1914: modifications aux statuts, (1914-1921), 1 liasse, (n°25)

- vice-présidence

2. vice-présidence, (1912), 1 liasse, (n°22)

- liquidation

3. plan de liquidation de la CPC, (1938-1939), 1 liasse, (n°33)

- comptabilité

4. Royaume de Belgique: Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, et des Travaux Publics: CPs en faveur des ouvriers mineurs: examen des comptes de l'année 1884 par la C° permanente, extr. des Annales des Travaux Publics, t. XLIV, Bxl, 1886, 1 brochure imprimée, (n°32)

5. CPC: situation financière mensuelle, (1916), 1 liasse, (n°28)

6. CPC: situation financière mensuelle, (1917), 1 liasse, (n°18)

7. notes mensuelles financières à M. le Président de la CPC, (1917), 1 liasse, (n°17)

8. situation financière mensuelle, (1921), 1 liasse, (n°15)

9. situation financière mensuelle, (1922), 1 liasse, (n°14)

10. Province de Hainaut: CP en faveur des ouvriers mineurs du Centre à La Louvière: (loi du 5-6-1911): compte rendu des opérations pendant les années 1920 à 1923 inclus, RA imprimés, (1921-1924), 1 liasse, (n°37)

11. Province de Hainaut: CP en faveur des ouvriers mineurs du Centre à La Louvière, (loi du 5-6-1911), compte rendu des opérations pendant l'année 1922, 12<sup>ème</sup> exercice, La Louvière, 1923, 1 pièce, (n°30)

12. dossier comptes et rapports, (1921-1926), 1 liasse, (n°12)

- rapports et correspondances divers

13. correspondance et rapports, (1912-1950), 1 liasse, (n°10)

14. correspondance et rapports, (1917-1920), 1 liasse, (n°4)

**15.** questions diverses, (1915-1922), 1 liasse, (n°21)

### **Les organes internes**

- C° administrative

**16-27.** relevés des séances de la C° administrative de la CPC, 12vol, (1929-1944), 12 registres, (n°1/1 à /12)

**28-198.** PV des séances de la C° administrative de la CPC, 171 n°, (1911-1924), 171 liasses, (n°2/1 à 171)

**199.** PV des séances de la C° administrative de la CPC, 1vol, (1911-1914), 1 registre, (n°6)

**200-201.** PV des séances de la C° administrative de la CPC, 2vol, (1914-1924), 2 registres, (n°7/1 à/2)

**202-210.** PV des séances de la C° administrative de la CPC, 9vol, (1920-1942), (n°8/1 à /9)

**211.** C° administrative de la CPC: correspondance diverse, (1927-1949), 1 liasse, (n°11)

**212.** rapports de la C° administrative de la CPC sur les opérations des années 1912 à 1919 incluses, RA imprimés, (1913-1920), 1 liasse, (n°36)

- AG des exploitants

**213.** PV des séances de l'A.G des exploitants, 1vol, (1911-1920), 1 registre, (n°9), 3.dossiers constitués ou dossiers de documentation

- législation sur les CPs: loi du 5-6-1911

**214.** loi du 5-6-1911: documents parlementaires, (1903-1911), 1 liasse, (n°27)

**215.** questions diverses: art. 2 de la loi du 5-6-1911 et art.18 des lois coordonnées, (1911-1922), 1 liasse, (n°20)

**216.** étude des lois nouvelles et des propositions déposées, (1914-1920), 1 liasse, (n°26)

- législation sur les CPs: loi du 26-5-1914

**217.** loi du 26-5-1914: documents parlementaires, (1913-1914), 1 liasse, (n°23)

**218.** interprétation des lois, (1912-1923), 1 liasse, (n°24)

- FNROM

**219-242.** compte rendu des opérations et de la situation du FNROM institué et organisé par les lois coordonnées du 30-8-1920 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs et l'A.R du 7-11-1920, 24 fasc, (1921-1945), (n°5/1 à /24)

**243-245.** rapports du FNROM, 3vol, (1921-1940), 3 registres, (n°29/1 à /3)

- jurisprudence et décisions ministérielles

**246.** jurisprudence et décisions ministérielles, (1911-1948), 1 liasse, (n°16)

- subventions de l'Etat

**247.** subventions de l'Etat (primes d'encouragement) aux ouvriers mineurs belges et étrangers, (1912-1924), 1 liasse, (n°13)

**248.** avances par la Province et l'Etat: loi du 26-5-1914: coopérative d'avances et de prêt, exercice 1915 et comptes de 1915, (1914-1916), 1 liasse, (n°19)

- Conférence des présidents et des directeurs des CPs

**249.** Conférence des présidents et directeurs-secrétaires des CPs en faveur des ouvriers mineurs de Belgique, (1912-1921), 1 liasse, (n°3)

- CCA de Charleroi

**250.** CCA de l'industrie charbonnière des Bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre, RA du CA sur les opérations de l'exercice 1935/AG du 27-5-1935, 29ème exercice, (s.l.), 28p. imprimées, (1935), 1 brochure imprimée, (n°35)

- Accidents du travail: législation-réformes

**251.** plan de réforme de la législation sur les accidents du travail par F. WALEFFE, (1944-1945), 1 liasse, (n°34)

- Presse

**252.** Bulletin de la Prévoyance, 4ème année, n°2, juin 1904, Bxl, 1904, (1904), 1 pièce imprimée, (n°31)

## **Registres<sup>18</sup>**

---

<sup>18</sup> Les registres portent désormais leur numéro définitif après classement par société.

## Versements effectués par les sociétés affiliées

### S.A. des Charbonnages de Ressaix, Leval, Péronnes, Sainte-Aldegonde et Genck, à Ressaix

#### *Versements trimestriels des ouvriers, 1912-1929*

**1154.** 1912

**1155.** 1913

**1156.** 1914

**1157.** 1915

**1158.** 1915

**1159.** 1916

**1160.** 1916

**1161.** 1916-1917

**1162.** 1916-1917

**1163.** 1917-1918

**1164.** 1917-1918

**1165.** 1918-1919

**1166.** 1918-1919

**1167.** 1919-1920

**1168.** 1919-1920

**1169.** 1919-1920

**1170.** 1920-1921

**1171.** 1920-1921

**1172.** 1920-1921

**1173.** 1920-1921

**1174.** 1920-1921

**1175.** 1921-1922

**1176.** 1921-1922

**1177.** 1922-1923

**1178.** 1922-1923

- 1179.** 1923-1924
- 1180.** 1923-1924
- 1181.** 1923-1924
- 1182.** 1924-1925
- 1183.** 1924-1925
- 1184.** 1924-1925
- 1185.** 1925
- 1186.** 1925
- 1187.** 1926
- 1188.** 1927
- 1189.** 1928
- 1190.** 1929

#### **Société Civile des Charbonnages du Bois-du-Luc, à Houdeng-Aimeries**

*Versements tous les 15 jours des ouvriers à la section Havré, 1912*

- 1191.** 1912
- 1192.** 1912

*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1925*

Section Havré, 1913-1925

- 1193.** 1913
- 1194.** 1913
- 1195.** 1914
- 1196.** 1915
- 1197.** 1916
- 1198.** 1916-1917
- 1199.** 1917-1918
- 1200.** 1918-1919
- 1201.** 1919-1920
- 1202.** 1920-1921

**1203.** 1920-1921

**1204.** 1920-1921

**1205.** 1920-1921

**1206.** 1921-1922

**1207.** 1922-1923

**1208.** 1923-1924

**1209.** 1924-1925

Section B, 1913-1914

**1210.** 1913

**1211.** 1914

Sièges divers, 1915-1924

**1212.** 1915

**1213.** 1915

**1214.** 1916

**1215.** 1916

**1216.** 1916-1917

**1217.** 1916-1917

**1218.** 1917-1918

**1219.** 1917-1918

**1220.** 1918-1919

**1221.** 1919-1920

**1222.** 1920-1921

**1223.** 1920-1921

**1224.** 1920-1921

**1225.** 1920-1921

**1226.** 1921-1922

**1227.** 1922-1923

**1228.** 1922-1923

**1229.** 1924-1925

**1230.** 1924-1925

**1231.** 1923-1924

**1232.** 1923-1924

**S.A. des Charbonnages de La Louvière et Sars-Longchamps, à Saint-Vaast**

*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1925*

**1233.** 1913

**1234.** 1914

**1235.** 1915

**1236.** 1916

**1237.** 1916-1917

**1238.** 1917-1918

**1239.** 1918-1919

**1240.** 1919-1920

**1241.** 1919-1921

**1242.** 1920-1921

**1243.** 1920-1921

**1244.** 1920-1921

**1245.** 1921-1922

**1246.** 1922-1923

**1247.** 1923-1924

**1248.** 1924-1925

**S.A. des Charbonnages de Maurage, à Maurage**

*Versements mensuels des ouvriers, 1912*

**1249.** 1912

**1250.** 1912

**1251.** 1912

**1252.** 1912



*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1924*

**1253.** 1913

**1254.** 1914

**1255.** 1914-1915

**1256.** 1916

**1257.** 1916-1917

**1258.** 1917-1918

**1259.** 1918-1919

**1260.** 1919-1920

**1261.** 1920-1921

**1262.** 1920-1921

**1263.** 1920-1921

**1264.** 1920-1921

**1265.** 1921-1922

**1266.** 1922-1923

**1267.** 1923-1924

**1268.** 1924

**1269.** Indemnités perçues par les ouvriers pour les accidents de travail, 1961-1964

**Société Nouvelle des Charbonnages du Levant de Mons, à Estinnes-au-Val**

*Versements trimestriels des ouvriers, 1921-1924*

**1270.** 1921-1922

**1271.** 1922-1923

**1272.** 1924-1925

**1274.** 1923-1924

**S.A. des Charbonnages de Mariemont-Bascoup, à Morlanwelz**

*Versements trimestriels des ouvriers, 1912-1925*

Mariemont-Bascoup, 1915-1925

**1275.** 1915

**1276.** 1915

**1277.** 1916

**1278.** 1916

**1279.** 1916-1917

**1280.** 1916-1917

**1281.** 1917-1918

**1282.** 1917-1918

**1283.** 1918-1919

**1284.** 1918-1919

**1285.** 1919-1920

**1286.** 1919-1920

**1287.** 1920-1921

**1288.** 1920-1921

**1289.** 1920-1921

**1290.** 1920-1921

**1291.** 1920-1921

**1292.** 1920-1921

**1293.** 1920-1921

**1294.** 1920-1921

**1295.** 1921-1922

**1296.** 1921-1922

**1297.** 1922-1923

**1298.** 1922-1923

**1299.** 1923-1924

**1300.** 1923-1924

**1301.** 1924-1925

**1302.** 1924-1925

Section Mariemont, 1912-1914

**1303.** 1912

**1304.** 1913

**1305.** 1914

Section Bascoup, 1912-1914

**1306.** 1912

**1307.** 1913

**1308.** 1914

**S.A. des Charbonnages de Bray, à Ougrée**

*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1925*

**1309.** 1913

**1310.** 1914

**1311.** 1915

**1312.** 1916

**1313.** 1916-1917

**1314.** 1917-1918

**1315.** 1918-1919

**1316.** 1919-1920

**1317.** 1920-1921

**1318.** 1920-1921

**1319.** 1920-1921

**1320.** 1921-1922

**1321.** 1922-1923

**1322.** 1923-1924

**1323.** 1924-1925

**S.A. des Charbonnages, Hauts-Fourneaux et Usines de Strépy-Braquegnies, à Strépy**

*Versements mensuels des ouvriers, 1912*

**1324.** 1912

**1325.** 1912

**1326.** 1912

**1327.** 1912

*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1925*

**1328.** 1913

**1329.** 1914

**1330.** 1915

**1331.** 1915

**1332.** 1915-1916

**1333.** 1916-1917

**1334.** 1917-1918

**1335.** 1918-1919

**1336.** 1919-1920

**1337.** 1920-1921

**1338.** 1920-1921

**1339.** 1920-1921

**1340.** 1920-1921

**1341.** 1921-1922

**1342.** 1922-1923

**1343.** 1922-1923

**1344.** 1923-1924

**1345.** 1923-1924

**1346.** 1924-1925

**1347.** 1924-1925

**S.A. des Houillères d'Anderlues 19, à Anderlues**

---

<sup>19</sup> Bien que faisant partie du bassin minier de Charleroi, cette société dépendait de la Caisse de Prévoyance du Centre.

**1348.** Versements effectués par les ouvriers du 1er juillet 1912 au 30 septembre 1912, 1912

*Versements trimestriels des ouvriers, 1913-1925*

**1349.** 1913

**1350.** 1913

**1351.** 1914

**1352.** 1914

**1353.** 1915

**1354.** 1915

**1355.** 1916

**1356.** 1916

**1357.** 1916-1917

**1358.** 1916-1917

**1359.** 1917-1918

**1360.** 1917-1918

**1361.** 1918-1919

**1362.** 1918-1919

**1363.** 1919-1920

**1364.** 1919-1920

**1365.** 1920-1921

**1366.** 1920-1921

**1367.** 1920-1921

**1368.** 1920-1921

**1369.** 1921-1922

**1370.** 1921-1922

**1371.** 1922-1923

**1372.** 1922-1923

**1373.** 1924-1925

**1374.** 1923-1924

**1375.** 1923-1924

**1376.** 1924-1925

**S.A. des Charbonnages du Centre, à Ressaix**

**1377.** Indemnités des accidents de travail, 1965

**Caisses de prévoyance non identifiées**

**1378.** Répertoire alphabétique des ouvriers, s.d.

**1379.** Répertoire alphabétique des ouvriers pour le grand livre, 1888-1890

**1380.** Retenues par quinzaine, s.d.

*Retenues mensuelles, 1912-1921*

**1381.** 1912

**1382.** 1913

**1383.** 1914

**1384.** 1915

**1385.** 1916

**1386.** 1917

**1387.** 1918

**1388.** 1919

**1389.** 1920

**1390.** 1921